



Appel à contributions du réseau RT6 de l'Association française de sociologie

Domination et émancipation dans « le social »

Congrès de Nantes, 2-5 septembre 2013

En sociologie, le thème de la domination (*Herrschaft*) évoque en premier lieu la sociologie de Max Weber, dont la connotation est à la fois semblable et différente de celle du terme français *domination*. Dans le domaine des politiques sociales et de la protection sociale, du « social » comme on dit de manière très générale, l'État et sa *Herrschaft* jouent un rôle évidemment central, mais qui n'est pas unique. Cette question se pose d'emblée, à la suite du même Weber, dans la perspective d'un « assentiment » des « dominés », d'une légitimation des interventions de l'État, auprès de ce qu'il appelle les « bénéficiaires », ainsi que des citoyens. Cette domination s'observe dans les relations sociales de pouvoir et d'asymétrie évidemment présentes dans la définition des catégories opératoires de la politique sociale (fragilité, vulnérabilité, autonomie ou perte d'autonomie, par exemple explorées par la sociologie du vieillissement et du handicap). Des formes variées de la domination touchent aussi bien les fondements familialistes des politiques sociales que ceux de l'assistance.

Une domination s'observe aussi dans l'influence des idées et idéologies qui justifient ces interventions : les arbitrages entre les intérêts en conflit s'exercent par le « filtre » de ces formulations et représentations. En outre, avec, entre autres, l'accroissement du rôle des communautés épistémiques transnationales, l'importance de la bataille des idées et des « référentiels » est désormais au cœur des transformations des politiques et de la protection sociale. Les recettes se diffusent internationalement (pas seulement en Europe). Les divers métiers et professions du « social » sont concernés centralement par ces luttes pour l'hégémonie des idées. Bien loin d'un résultat homogène en termes de domination, la diffusion des idées débouche sur des confrontations variées au sein des communautés politiques nationales et professionnelles.

D'ailleurs, qu'il s'agisse des idées ou des conséquences des formes variées de l'intervention des politiques sociales, l'emprise de la domination ne saurait être générale et uniforme. Les politiques sociales ont toujours comporté une dimension émancipatrice qui doit être prise en compte de manière critique. L'État n'en est qu'un des acteurs. Des formes d'économie alternatives de l'économie dominante se confrontent à elle dans « le social », comme l'économie sociale et solidaire en fournit un exemple ; d'autres formes de protection sociale se cherchent. La participation des usagers et la prise en compte de leurs droits dans la relation avec les institutions fournit une autre illustration. La « citoyenneté sociale » en général (et considérée sous ses aspects d'égalité et d'inégalité, notamment de sexe et de genre) peut être examinée à cette aune, et cette problématique couvre aussi bien les pays du Nord que les pays du Sud.

Comme lors de tous les précédents congrès, les communications sont attendues sur les thèmes habituels de travail du réseau, mais, en 2013, compte tenu du thème général du congrès, les thématiques suivantes seront privilégiées.

Thème 1 : Ambivalence des discours et des référentiels.

Dans le champ des politiques sociales, la tension entre domination et émancipation n'est en rien une figure rhétorique, mais renvoie à l'ambivalence fondamentale de l'action publique contemporaine dans ce domaine. Les injonctions contradictoires, les contreparties, les mots valises perclus d'ambiguïtés – « activation », « flexisécurité », « empowerment », « capacités », « investissement social », « participation », etc. - sont à la base d'un bréviaire forgé dans des forums internationaux sur la base de compromis politiques complexes, aujourd'hui diffusés dans la plupart des espaces nationaux. Dans ce contexte spécifique, aussi bien par l'analyse critique des discours et des instruments que par la production de données empiriques originales, l'analyse sociologique a pour rôle de mettre au jour les mécanismes abstraits et concrets de la domination et de l'émancipation en actes. On interrogera ainsi la diffusion et la traduction concrète des référentiels de politique publique dans une perspective de comparaison internationale.

Thème 2 : la protection sociale entre culture de l'émancipation et de la domination.

La tension entre projets émancipateurs et domination sociale dans la protection sociale s'inscrit dans une perspective de longue durée. Si l'émancipation vis-à-vis du marché a été largement diffusée par la littérature, l'émancipation vis-à-vis de la famille – pour les personnes âgées par exemple -, vis-à-vis des rôles sociaux de genre, ou encore des allégeances communautaires ou de classe font partie intégrante de la dynamique historique de la protection sociale. A l'inverse, paternalisme, rôle de stabilisateur social, dépendance sociale, formatage des modes et parcours de vie, injonctions contradictoires à l'émancipation, comptent parmi les mécanismes sociaux de diverses natures fréquemment et depuis longtemps déclinés à partir du domaine de la protection sociale.

Thème 3 : instruments et mise en œuvre des dispositifs entre émancipation et domination

L'ambivalence des discours contemporains de la protection sociale se reflète dans la complexité des dispositifs et dans l'encadrement étroit de leur mise en œuvre. Juxtaposant des objectifs concrets souvent contradictoires – dans le champ des politiques de l'emploi par exemple, le temps long de la formation et le temps court de la recherche active d'emploi -, les dispositifs actuels de politiques sociales posent également de nouvelles contraintes aux acteurs de la mise en œuvre. Ainsi, la détermination d'objectifs à remplir, l'imposition de grilles et d'indicateurs d'évaluation de la performance souvent en continu ou au moyen de logiciels etc. vont dans le sens d'une standardisation et rationalisation des procédures, alors même que l'essentiel des injonctions de mise en œuvre valorise la personnalisation, le suivi qualitatif, la détermination d'objectifs personnels avec les bénéficiaires.

Thème 4 : Les niveaux de construction des politiques sociales : l'appel au local contre la domination du central.

La décentralisation ou la territorialisation des politiques sociales est souvent présentée comme un processus permettant de libérer les acteurs locaux (associations, usagers, habitants, administrations locales) de la domination du niveau central. Il s'agit pour le local, le territoire de s'autonomiser et de

penser face à l'échelon national ou supranational. En particulier, « Le territoire » est perçu comme une catégorie d'action permettant l'émancipation et l'expression des besoins des citoyens. Par exemple, la participation des habitants à la production des politiques sociales est promue par les collectivités territoriales, les experts, les habitants depuis plusieurs dizaines d'années comme un moyen de rapprocher les besoins des populations et les orientations de l'action publique. De la même manière, les politiques de la ville visent (notamment au travers des « Contrats urbains de cohésion sociale ») à renforcer le poids des habitants dans la construction des politiques. Ce congrès est l'occasion de revenir sur cette dynamique : le processus de décentralisation a-t-il permis une prise en main des politiques publiques par les usagers, les habitants, les bénéficiaires ? Comment ces jeux d'échelle participent à la reconfiguration de l'action publique ? Quel est l'usage politique de ces injonctions participatives ? Quels en sont les ressorts normatifs ? Entraînent-elle une ouverture du champ traditionnel des politiques sociales vers celles de la ville ou autres ?

*Thème 5 : session commune avec le RT25, (Travail, Organisations, Emploi) « **Domination, systèmes sociaux, émancipation** ».*

Il n'y a pas de domination sans réactions sociales revendiquant l'émancipation des hommes et des femmes. Cette session interrogera en particulier les *convergences* des luttes et/ou des mouvements sociaux qui visent la fin des dominations dans les espaces de travail, dans la protection sociale ou dans les politiques sociales. Les auteurs s'interrogeront sur les crises des modèles de domination au travail et hors travail. Quelles solidarités —ou quelles nouvelles formes de domination— traversent les modes de vie aujourd'hui, les rapports à la protection sociale (et à son non-recours) ? Quels relais sont pris par certaines formes de protection sociale face aux évolutions des modes d'organisation du travail et de l'emploi et aux évolutions des modes d'engagements des entreprises vis-à-vis des travailleurs ? Quelles différenciations selon les classes, les fractions de classes, les groupes ethniques, les genres ou les âges ? Quels leviers peut-on déceler qui conduiraient à une émancipation des salariés et de leurs conditions de vie ?

Organisation et échéances

Calendrier : les propositions de communications, doivent être adressées avant le 30 janvier 2013, *en indiquant le thème privilégié* (une demie page à une page). Les résumés d'une page comprendront un exposé de la problématique de la recherche, une présentation de ses méthodes et des données utilisées, ainsi qu'un petit nombre de références bibliographiques de l'auteur.

Le comité scientifique informera les auteurs retenus à la mi-février, afin qu'ils livrent le texte de leur communication le 30 mai 2013. Les textes seront déposés sur le site rt6-afs.org

Les propositions doivent être adressées à J.-C. Barbier jean-claude.barbier@univ-paris1.fr et O. Giraud olivier.giraud@cnam.fr

Pour le thème 5, en outre à J.-P. Durand durand@socio.univ-evry.fr

